Santé, éducation, naissances

Quelques données de base sur la situation des réfugiés syriens au Liban

Houda Kassatly

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3985>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000]

[2006] MySQL server has gone away

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 119-123

ISBN : 978-2-919040-39-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Houda Kassatly, « Santé, éducation, naissances », *Hommes & migrations* [En ligne], 1319 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3985> ; DOI : [https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE\[HY000\] \[2006\] MySQL server has gone away](https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away)

SANTÉ, ÉDUCATION, NAISSANCES

QUELQUES DONNÉES DE BASE SUR LA SITUATION DES RÉFUGIÉS SYRIENS AU LIBAN

Par HOUDA KASSATLY, anthropologue photographe, chercheure associée à l'Unité interdisciplinaire de recherche sur la mémoire, CEMAM, université Saint-Joseph (Beyrouth) et FILIPPO MARIA MARRANCONI, anthropologue, doctorant à l'EHESS (LAU).

Couverture de santé

Les réfugiés syriens enregistrés auprès du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) bénéficient d'une couverture de santé partielle. Ils accèdent aux services de santé primaire par le réseau des centres du ministère de la Santé publique et du ministère des Affaires sociales, par les centres et les dispensaires gérés par les organisations non gouvernementales (ONG), souvent partenaires du HCR et du ministère de la Santé¹. La population déplacée syrienne se tourne beaucoup plus que la population libanaise vers les centres de santé primaire : environ 50 % des visites médicales sont, en effet, exécutées dans le cadre des services de santé primaire, tandis que la population libanaise privilégie le secteur privé non conventionné².

Le coût d'une consultation médicale dans ces centres varie entre 3 000 et 5 000 livres libanaises. Cependant, dans un grand nombre d'entre eux, d'autres services sont donnés à titre gratuit aux populations considérées comme les plus vulnérables. C'est le cas des vaccinations, des services de santé prénatale et natale, et des médicaments compris dans le programme d'aide du Young Men's Christian Association (YMCA). Les tests diagnostiques et de laboratoire, les radiographies et d'autres examens nécessaires à la poursuite du traitement

ou à l'hospitalisation sont aux frais de la personne. Le HCR couvre 85 % des dépenses des personnes handicapées, des femmes enceintes, des enfants de moins de 5 ans et des adultes de plus de 60 ans³.

L'accès à la santé secondaire et tertiaire, majoritairement privé, peut être effectué par tout individu, mais à ses propres frais. Pour les réfugiés, le HCR a établi des conventions avec 53 hôpitaux, publics et privés. Celles-ci stipulent que les frais d'hospitalisation sont couverts à 75 % (les 25 % restants sont à la charge des usagers), mais seulement dans le cas d'un danger pour la vie de la personne, en cas d'accouchement ou de soins pour le nouveau-né ; et à condition que le pronostic soit positif⁴. La personne enregistrée au HCR doit, afin d'accéder à ce type de service, passer prioritairement par les centres de santé primaire et être orientée vers l'hôpital par ces derniers. Elle doit être en possession d'un document d'identité valide ou du certificat d'enregistrement au HCR.

Pour les situations jugées particulièrement problématiques : familles extrêmement vulnérables, enfants ayant besoin de soins intensifs, cas d'hospitalisation psychiatrique, la couverture médicale peut atteindre les 90 %. Pour les victimes de viol, de torture ou de violence de genre, la couverture atteint les 100 %⁵.

Les maladies chroniques comme le diabète, l'épilepsie ou les problèmes cardiaques sont pris en charge

1. The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Syria Regional Refugee Response, *Lebanese Crisis Response Plan* 2017-2020, 19 janvier 2017. Url : <https://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=12713>. 2. The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Syrian refugee and Affected Host Population, *Health Access Survey in Lebanon*, juillet 2015. Url : <https://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=9550>. 3. The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Guidelines to Referral Health Care in Lebanon*, janvier 2014, p. 5. Url : <https://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=4277>. 4. *Ibid.* p. 8. 5. *Ibid.*, p. 7.

dans les centres de santé primaire qui fournissent les médicaments adéquats. Il n'en va pas de même pour les maladies chroniques qui demandent une hospitalisation réitérée, comme les cancers, la thalassémie ou la dialyse rénale, pour lesquels il n'y a aucun type de couverture.

Le HCR privilégie une approche en santé publique qui recoupe le système libanais où l'accès aux services de santé est déterminé par le statut social, économique, juridique et politique des patients. Cependant, les politiques du secteur humanitaire n'arrivent pas à répondre aux besoins primaires de la population réfugiée, et le système de protection

sociale ne paraît pas capable de réduire sa pauvreté⁶. Les frais demeurent donc l'un des obstacles majeurs de l'accès aux services : dans les six derniers mois de 2016, le HCR estime que la moitié des familles s'est adressée aux centres de santé primaire, mais que 16 % d'entre elles n'ont pas pu bénéficier de leurs services. Parmi celles-ci, 94 % en ont été empêchées par le coût du traitement, 14 % par le coût du transport, et 17 % ont été refusées par l'institution. Ces estimations varient selon les régions du Liban⁷.

Si le coût est un obstacle majeur à l'accès aux services de santé pour la population déplacée, dont la situation financière est déjà très défavorable, d'autres facteurs difficilement quantifiables contribuent à en entraver l'accès. Comme le montrent Parkinson et Behrouzan pour le Liban, les politiques de santé, l'instabilité financière, les conditions de séjour, la présence de barrages et de contrôles de sécurité, la fragmentation géographique des

familles, ainsi que les arrangements concrets que les personnes doivent quotidiennement effectuer, créent des hiérarchies d'éligibilité aux services qui doivent être étudiées de manière située⁸.

Selon un rapport d'Amnesty International, citant le HCR, sur les 24 % de réfugiés inscrits à l'agence onusienne qui ont regagné la Syrie, 11 % d'entre eux a été dicté par des raisons médicales⁹.

Éducation

Six ans après le début de la crise syrienne, à peu près 250 000 enfants réfugiés en âge de scolarisation (3-18 ans) – sur les 495 910 enfants syriens réfugiés enregistrés au HCR – ont accès au système scolaire¹⁰. L'accès à l'éducation est donc assuré à 50 % environ des enfants syriens quand, en Syrie, le pourcentage d'accès à l'école primaire s'élevait à 90 %¹¹.

Le système scolaire libanais est composite : face à un secteur privé prépondérant (payant ou gratuit), le système public reste faible et principalement présent dans les zones périphériques et les plus démunies du pays. Selon le ministère de l'Éducation, avant la crise syrienne, le secteur public abritait 30 % des enfants libanais en âge de scolarisation¹². Aujourd'hui, sur un total de 900 000 élèves libanais, seul environ 249 000 (pour l'année scolaire 2015-2016) sont scolarisés dans le secteur public, et le chiffre est en baisse régulière à cause du manque de moyens et des nouveaux besoins éducatifs¹³. La majorité des familles syriennes dépend, pour la scolarisation des enfants, de ce système scolaire public libanais, déjà fortement dévalué et défavorisé. Toujours pour l'année 2015-2016, le nombre d'élèves syriens fréquentant l'école publique s'éle-

6. Karl Blanchet et al., « Syrian refugees in Lebanon: the search for universal health coverage », in *Conflict and Health*, vol. 10, n° 12, 2016.

7. The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Vulnerability Assessment of Syrian Refugees in Lebanon*, 2016, p. 32. Url : <https://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=12482>. 8. Sarah E. Parkinson, Orkideh Behrouzan, « Negotiating health and life: Syrian refugees and the politics of access in Lebanon », in *Social Science & Medicine*, n° 146, 2015, pp. 324-331. 9. Amnesty International, *Agonizing choices: Syrian refugees in need of health care in Lebanon*, Londres, Amnesty International, 2014. 10. Human Rights Watch, *Growing Up Without an Education. Barriers to Education for Syrian Refugee Children in Lebanon*, 2016. Url : https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/lebanono716web_1.pdf. 11. Carole Alsharabati, Carine Lahoud, *Analysis of Child Education Survey*, 2016. Url : [http://www.isp.usj.edu.lb/pdf/Refugees Report USJ 20-Avril 2016](http://www.isp.usj.edu.lb/pdf/Refugees%20Report%20USJ%2020-Avril%202016). Voir, dans ce numéro, le document de Manuela Casalone. 12. Ministry of Education and Higher Education, *Reaching All Children with Education in Lebanon*, 2014. Url : <http://www.mehe.gov.lb/uploads/file/2015/2015-2016/Projects/RACEfinalEnglish2.pdf>. 13. Isabelle Grappe et al., « L'intégration des élèves syriens dans les écoles libanaises : trois témoignages », in *Confluences Méditerranée*, vol. 1, n° 92, 2015, pp. 157-170.

vait à 158 000, pour 87 000 inscrits dans des établissements privés.¹⁴

C'est surtout à partir de septembre 2015 que les écoles publiques ont commencé à accueillir les écoliers syriens, suite à une décision du ministère de l'Éducation et grâce au financement international. 20 % des écoles publiques, à savoir 238 établissements, ont alors mis en place un horaire de l'après-midi et du soir pour les enfants syriens¹⁵, l'horaire du matin étant destiné principalement aux enfants libanais. En dépit de ces mesures, à peu près 250 000 enfants syriens ne sont toujours pas scolarisés, et parmi eux, le nombre de ceux compris dans la tranche d'âge 15 et 18 ans est particulièrement élevé : compte environ 82 000 adolescents non scolarisés¹⁶ et seuls 4 % des enfants âgés entre 15 et 18 ans ont accès à l'enseignement secondaire¹⁷.

D'autre part, malgré les efforts accomplis pour renforcer le système scolaire public libanais et en dépit du fait que l'État libanais n'exige pas de permis de séjour pour l'enregistrement des enfants syriens, et donc que la scolarisation est formellement dissociée de la situation juridique de la famille, l'accès à l'éducation et le taux d'abandon restent problématiques pour un grand nombre d'enfants syriens.

Les raisons sont, encore une fois, multiples. Une partie des parents a du mal à trouver du travail ou ne parvient pas à assurer un revenu suffisant pour couvrir les coûts liés à la scolarisation (transport, matériel scolaire, etc.). Plus encore, la situation économique extrêmement précaire des familles a pour conséquence que certaines d'entre elles comptent sur le travail de ses enfants pour survivre, ce qui conduit à leur déscolarisation. À cet égard, la différence est particulièrement frappante entre la situation des enfants dans Beyrouth et ses régions environnantes, et celle de ceux qui se trouvent dans la région agricole de la Bekaa où le taux d'enfants qui travaillent (quelle que soit leur nationalité) est

beaucoup plus élevé¹⁸. La distance de l'école a aussi une influence importante sur l'accès aux études et l'abandon scolaire. Selon les résultats d'une recherche menée par une université libanaise, l'abandon scolaire chez les enfants qui doivent se déplacer pour plus d'une heure atteint les 35 %, contre 15 % pour ceux qui doivent se déplacer pendant moins de 10 minutes¹⁹. Les difficultés de l'apprentissage dues à la diversité des programmes et à l'usage de langues étrangères peuvent être également à l'origine d'un décrochage scolaire. En effet, le programme des écoles libanaises se fait dans une grande partie des établissements en français ou en anglais, ce qui est souvent problématique pour des élèves syriens habitués à recevoir l'enseignement exclusif en langue arabe. Enfin, signalons les questions de racisme et de harcèlement dont les élèves syriens sont parfois victimes de la part de leurs camarades libanais, et qui peuvent conduire à l'abandon scolaire.

Mais cette situation, encore une fois, doit être analysée à la lumière des conditions sécuritaires difficiles et de l'illégalité dans laquelle se trouve une majorité des réfugiés syriens. L'impossibilité de renouveler leur visa, la peur d'être arrêté ou, tout simplement, de se déplacer entravent durablement la capacité des familles à envoyer leurs enfants à l'école.

Les naissances et l'enregistrement des nouveau-nés

Depuis 2011, un grand nombre d'enfants syriens (100 000 au 30 août 2016) sont nés au Liban²⁰. Ces

Six ans après le début de la crise syrienne, à peu près 250 000 enfants réfugiés en âge de scolarisation (3-18 ans) – sur les 495 910 enfants syriens réfugiés enregistrés au HCR – ont accès au système scolaire.

14. Inter-Agency Coordination, *Lebanon. Éducation Dashboard*, jan-mai 2016. Url : <https://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=11514>, consulté 28 février 2017. 15. Human Rights Watch, *Growing Up Without an Education. Barriers to Education for Syrian Refugee Children in Lebanon*, 2016, op. cit. 16. Ibid. 17. Inter-Agency Coordination, *Lebanon. Education Dashboard*, op. cit. 18. Carole Alsharabati, Carine Lahoud, op. cit. Le travail des enfants dans l'agriculture en nette hausse au Liban. Voir aussi, par exemple, « l'OIT tire la sonnette d'alarme », in *l'Orient-Le jour*, 14 juillet 2016. 19. Carole Alsharabati, Carine Lahoud, op. cit., pp. 18, 24. 20. Ce taux de natalité est presque le double de celui des libanais (40 000 naissances/an sur 1 million et demi pour les réfugiés syriens, 70 000 / an sur 4 millions pour les libanais).

naissances soulèvent la question de l'identité et du sort de ces nouveau-nés dont un grand nombre n'a pas de papiers d'identité et, de ce fait, est dépourvu de toute existence légale. Le HCR estimant que 70 % d'entre eux n'ont toujours pas d'acte de naissance²¹.

Les réfugiés syriens affrontent, en effet, maints obstacles pour obtenir des documents d'identification au Liban, et notamment pour établir un acte de naissance dûment enregistré aux registres des statuts personnels libanais quand il s'agit d'enfants nés sur le territoire libanais.

Les réfugiés syriens affrontent, en effet, maints obstacles pour obtenir des documents d'identification au Liban, et notamment pour établir un acte de naissance dûment enregistré aux registres des statuts personnels libanais quand il s'agit d'enfants nés sur le territoire libanais.

Cette situation, selon le HCR et d'autres organisations non gouvernementales actives dans ce domaine²², risque de multiplier le nombre de personnes dépourvues d'une identité juridique et potentiellement apatrides²³.

La procédure administrative requise afin d'établir un acte de naissance au Liban nécessite, tout d'abord, l'obtention d'un certificat de naissance (*shahadat wilada*) dressé par l'hôpital du lieu de naissance ou par le médecin ou la sage-femme ayant assisté la naissance. Sur la base de ce certificat de naissance, le *mokhtar* (officier au niveau local) du lieu de naissance, établit un acte de naissance. À ce stade, les parents sont tenus de présenter leurs papiers d'identité et de payer des frais variant entre 30 000 et 100 000 livres libanaises. L'acte de naissance établi par le *mokhtar* doit ensuite être enregistré auprès du bureau de statuts personnels relevant du gouvernorat compétent en fonction du lieu de naissance (*noufous*). L'enregistrement est conditionné à la possession par les parents d'un permis de

résidence valide et est suivi d'une inscription au registre des étrangers. L'acte de naissance enregistré auprès de l'administration libanaise doit ensuite être certifié par le ministère des Affaires étrangères en vue de le produire à l'ambassade syrienne et ce, pour établir un acte de naissance syrien qui enregistre l'enfant auprès de l'administration syrienne de l'état civil.

Selon le Norwegian Refugee Council (NRC) et le HCR, cette procédure conditionnée par la possession d'un titre de résidence valide n'est pas réaliste étant donné que la majorité des déplacés en sont dépourvus. Par ailleurs, lorsqu'une naissance n'est pas déclarée dans un délai d'un an, l'enregistrement ne peut être obtenu que par une décision de justice nécessitant la saisine du juge statuant en matière de statuts personnels, ce qui engendre des frais additionnels²⁴. Le NRC et le HCR recommandent, par conséquent, de faire établir l'acte de naissance par le *mokhtar* et de le présenter au bureau de statuts personnels relevant du gouvernorat compétent en fonction du lieu de naissance. L'objectif est de ne pas être tenu à défaut de suivre une procédure judiciaire et de conserver une possibilité d'obtenir un acte dûment enregistré, sans être tenu d'engager une procédure judiciaire.

Il est indispensable de noter, toutefois, que l'établissement de l'acte de naissance par le *mokhtar* n'est pas évident. 97 % de la population déplacée interviewée par le NRC ont pu obtenir un certificat de naissance. Pour 3 % des interviewés, l'obtention de celui-ci a été impossible, l'accouchement ayant eu lieu à la maison et sans la présence du personnel autorisé à dresser le certificat. Et si 78 % ont pu compléter les procédures chez le *mokhtar*, seuls 19 % ont pu parfaire l'enregistrement auprès du bureau de statuts personnels relevant du gouvernorat compétent en fonction du lieu de naissance, et

21. Gouvernement du Liban, ONU, *Lebanese Crisis Response Plan*, janvier 2017, pp. 117-123. Url : www.alnap.org/pool/files/lebanon-crisis-response-plan.pdf. 22. Voir Frontier Ruwad Association, *Birth Registration Procedures in Lebanon. Practical Manual*. Url : https://frontiersruwad.files.wordpress.com/2015/03/birth-registration-manual_english.pdf ; Norwegian Refugee Council, *Birth Registration Update : The Challenges of Birth Registration in Lebanon for Refugees from Syria*, janvier 2015. Url : <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/the-challenges-of-birth-registration-in-lebanon-for-refugees-from-syria.pdf>. 23. *Ibid.* 24. Dans les estimations faites par Frontier Ruwad les frais pour les procédures associées au tribunal s'élèveraient à plus de 1000 dollars. Parmi toutes ces dépenses, les examens médicaux sont les plus élevés, surtout parce que le juge, très souvent, demande un test ADN. Ce test, d'ailleurs, n'est pas requis par la législation en vigueur, mais il fait désormais partie de la procédure judiciaire telle qu'entérinée par les tribunaux (Younma Makhlof, communication personnelle). Voir Frontier Ruwad Association, *op. cit.*, p. 15.

seuls 8 % ont réussi à inscrire l'enfant au registre des étrangers.

Si la différence de procédure d'enregistrement au Liban et en Syrie joue un rôle dans les difficultés rencontrées par les réfugiés qui ne possèdent pas toujours les informations relatives à la procédure libanaise, elle est loin d'être le facteur unique qui influence le processus. Les conditions économiques précaires restent l'un des facteurs majeurs qui influencent son aboutissement, tout comme la présence de barrages et de contrôles de l'armée libanaise qui découragent fortement la mobilité des personnes sans documents d'identité ou de résidence valides. Si 86 % des personnes interviewées ont déclaré s'être rendues, pour l'accouchement, dans une structure conventionnée avec le HCR (où, on le rappelle, les frais médicaux sont couverts à 75 %, le reste étant à la charge de la famille), de nombreuses naissances ont lieu dans les camps, d'où l'impossibilité d'obtenir un certificat de naissance. De plus, il arrive que les mères syriennes se fassent prêter des documents d'identité par des voisines libanaises afin de bénéficier de la couverture du ministère de la Santé²⁵ lors de l'accouchement. Cela entraîne des risques juridiques, l'enfant étant enregistré comme étant né d'une autre femme. La situation de vulnérabilité économique et les obstacles à la mobilité se reflètent aussi dans la difficulté, pour beaucoup, de

faire établir l'acte de naissance par le *mokhtar* compétent en fonction du lieu de naissance. Cela expliquerait, en partie, la différence de proportion entre les procédures complétées auprès du *mokhtar* et celles complétées auprès du bureau de statuts personnels relevant du gouvernorat compétent en fonction du lieu de naissance.

Un autre obstacle qui se présente aux déplacés est le manque de documents d'identité ou l'absence d'un certificat de mariage valide (mariage non enregistré, entrée illégale sur le territoire, non renouvellement du titre de séjour). Cela entrave l'obtention du certificat délivré par le *mokhtar* ou l'enregistrement au *noufous*. Il arrive également que le *mokhtar* ou les employés du *noufous* exigent un document de résidence valide même si la loi ne le requiert pas pour compléter les procédures. Ici, comme dans d'autres domaines, les pratiques peuvent diverger par rapport aux prescriptions légales.

Afin de contourner les coûts de l'accouchement ou les problèmes posés par la bureaucratie libanaise, certaines personnes décident de rentrer en Syrie pour accoucher ou pour enregistrer le nouveau-né. Il arrive aussi, afin de récupérer la documentation manquante ou de produire de faux documents, qu'elles fassent appel à un *simsar* (courtier, médiateur) ou qu'elles tentent de se procurer les documents syriens par le biais de connaissances. ■